

« COURANCES VA NOURRIR PARIS... »

Valentine DE GANAY

Certains connaissent déjà le parc et le château de Courances, classés Monuments historiques et ouverts au public, à l'ouest de la forêt de Fontainebleau. Cinq siècles d'histoire des jardins ont dessiné ces lieux.

Le château et le parc se trouvent au milieu d'un vaste territoire non constructible, protégé par le Parc naturel du Gâtinais français, qui s'étend d'ouest en est, de Courances (Essonne) à Fleury-en-Bière (Seine-et-Marne). Moitié bois, moitié champs, 1 800 hectares à moins d'une heure de voiture de Paris, un domaine appartenant à une famille.

Une vue aérienne donne à voir une plaine en forme de sablier couché, mais n'allez pas en déduire que le temps, là, s'est arrêté. Coupant l'espace dans le sens nord-sud, toute proche du mur du château de Fleury, l'A6, l'autoroute des vacances. Pour qu'elle ne traverse pas le parc du château appartenant à ses frères, mon père avait proposé en compensation le sable d'une petite colline arborée qu'on appelle la Motte et qui servit à la construction du péage de Fleury.

Mon père, Jean-Louis de Ganay, qui est mort au printemps de l'année dernière, était ingénieur agricole. Il était l'aîné de cinq frères auxquels le liait, entre autres, le goût pour la chasse. Cette passion contribua à façonner le paysage, tempérant, par exemple, les effets du remembrement. Entre Courances et Fleury, les parcelles sont encore relativement petites (moins de 10 hectares en moyenne) et quelques haies ont été maintenues. Au milieu de cette plaine, Chalmont, un hameau et une ferme en déshérence, l'entrepreneur de travaux agricoles ne faisant qu'y passer.

Aujourd'hui, nous – c'est-à-dire les dix cousins propriétaires – prenons peu à peu conscience de ce que nous avons.

Dans ses mémoires, mon père raconte que, lorsqu'il connaissait des moments de désarroi, il prenait sa voiture, quittait Paris et venait dans la plaine pour se ressourcer : non dans le beau

parc autour du château de Courances, mais au milieu des champs. À la fin de sa vie, il était devenu presque aveugle... De mon côté, depuis quelques années, en voiture ou à vélo sur la petite route qui relie les villages et les châteaux, je remarquais un contraste de plus en plus spectaculaire entre le niveau d'entretien des deux parcs historiques et celui de la plaine. Enherbement des parcelles – on ne savait plus s'il s'agissait d'un champ de betteraves ou d'une jachère –, décharges sauvages dans les haies, et la ferme qui ressemblait de plus en plus à une casse de machines agricoles surdimensionnées et en ruine.

Le 14 février 2011, je réussis à faire venir Gilles Clément chez nous. Je me rappelle cette date parce que le 14 février, c'est ma fête. Je voulais connaître sa perception des lieux. Je lui ai tout montré, ne lui ai rien épargné, des bois anémiques aux clapiers rouillés.

« On a vu de pires catastrophes écologiques, me dit-il. Ce territoire n'est pas tellement différent de la plupart des exploitations agricoles de ce pays. Je n'ai pas d'idées précises, je ne suis pas agriculteur mais avec cette surface et à cette distance de Paris, vous devriez être exemplaires ! »

Qu'avait-il dit, au juste ? Rien de concret. Mais il sous-entendait beaucoup. Tout ce que nous voulions, ou pouvions imaginer.

À cette rencontre ont succédé deux périodes. Une première où j'ai continué à me sentir très seule et sans le début d'une idée. Puis une deuxième, qui n'est pas terminée, où il s'agit de départager les vrais amis des faux, étant donné que tous les nouveaux amis ont des idées à me proposer.

Pour réfléchir au devenir du domaine, nous avons constitué le « Comité plaine » : trois cousins sur les dix. Sébastien, qui habite en Autriche, pays très en avance comparé au nôtre en matière d'agriculture biologique et même bio-dynamique, Antoine, qui habite en Angleterre, où la vie à la campagne n'est pas réservée aux paysans et aux bobos, et moi-même, qui réside encore à Paris.

Nous avons été élus par les autres cousins pour porter un projet : celui d'amener cette plaine vers l'agriculture biologique. Mais il ne s'agira pas de faire la révolution en un jour. Il faudra passer par toutes les étapes nécessaires pour que le changement soit préférable à l'état actuel, y compris d'un point de vue économique.

Antoine est le moins présent sur le terrain, mais dans les réunions familiales il sait – contrairement à moi – ne pas trop en dire ou juste ce qu'il faut. Ainsi, par exemple, avant qu'on obtienne ce mandat (et ce fut loin d'être une partie gagnée

d'avance...), lors d'une de ces réunions où nous nous approprions les dossiers à peu près en même temps que nous les découvrons, il lança : « Si l'on vous démontre que l'on peut gagner autant ou plus à l'hectare en pratiquant une agriculture biologique, quelqu'un a-t-il une objection ? » S'opposer était difficile, sinon ridicule.

Depuis novembre 2012, je suis la gérante de deux SCEA (société civile d'exploitation agricole), ce qui signifie que je suis responsable d'environ 500 hectares. Le projet a été accepté et nous avons été mandatés pour le mener à bien mais il y avait des conditions. Entre autres : que j'acquière une formation pour être habilitée, que je me fasse accompagner techniquement et que je n'endette pas les sociétés.

Parallèlement au projet de la plaine, j'ai voulu remettre en activité le potager clos de murs du château de Courances, entreprise plus personnelle. Là aussi, il a fallu convaincre les autres mais, dans mon esprit, ou je faisais tout ou je ne faisais rien. Le désir de ressusciter le potager est né de la lecture d'un article de magazine présentant le jardin de Rosendal, à Stockholm, comme beaucoup plus qu'un potager. Un jardin accueillant toutes sortes d'activités. Antoine Berthelin était l'auteur de cette réussite. Je découvris bientôt que ce Français en avait assez du climat suédois et qu'il aimait depuis longtemps les jardins de Courances.

Un projet maraîcher prit donc son essor, locomotive de l'ensemble. Tout autour, métamorphose par nature plus lente, un projet agricole prend forme. Partout le même esprit.

Ce texte est l'occasion pour moi de remercier ceux qui, les premiers, m'ont donné du courage. Henri de Pazzis, un des fondateurs de Pro-Natura, le plus gros distributeur de fruits et légumes bio en Europe, que je fis venir dès le début du projet. Se promenant un jour avec moi au milieu des champs, il me prédit : « En imaginant que tu produises seulement des salades bio, ce qui, d'un point de vue paysager et même agronomique, serait une idée désastreuse, sache que je t'achèterais tout parce que Paris n'a pas de quoi subvenir à ses besoins. Les cantines, par exemple, ont l'obligation de se fournir à 20 % en produits bio, et les écoles de la capitale sont celles qui n'arrivent pas à appliquer cette directive. La pression sur le foncier est telle que les agriculteurs préfèrent vendre leurs champs à des promoteurs immobiliers... »

Puis, connaissant mon goût pour les formes courtes en littérature et les formules lapidaires, il résuma : « Courances pourrait nourrir Paris... » Formule magique ? Incantation ?

Il ne s'agira pas de transformer la plaine en potager mais de produire autrement des récoltes d'autres espèces, et aussi, probablement, de s'adresser à d'autres marchés.

Les Jardins de Courances : c'est ce qu'on lit sur les étiquettes des cageots qui sortent du potager pour être vendus à Paris, rue du Nil, chez mes amis de *Terroirs d'avenir*. Parce que pour moi tout est, ou pourrait être, un jardin : le parc historique, le potager bio et, un jour, la plaine. Et pourquoi pas, dans cinq ou dix ans, une farine d'épeautre AOC *Les Jardins de Courances*, moulue dans la ferme de Chalmont, vendue sur place et dans les environs ainsi qu'à Paris ?

Les Chambres d'agriculture nous ont aidés à rédiger un *business plan* pour convaincre la famille de l'intérêt de cette nouvelle direction biologique dans la plaine. Elles m'ont aussi guidée afin de pouvoir acquérir la formation idoine. C'est à cette occasion que j'ai mesuré à quel point ce projet représentait quelque chose d'important aux yeux de beaucoup, parfois même davantage qu'à ceux des propriétaires.

Trois personnes du ministère de l'Agriculture sont venues m'interviewer pour préciser mes besoins et j'ai eu la chance de suivre une formation sur mesure à la Bergerie de Rambouillet – un cours particulier une fois par semaine pendant six mois.

Travailler avec l'entrepreneur de travaux agricoles dont j'ai hérité n'est pas simple, mais je ne rentrerai pas dans les détails car nous sommes encore liés par contrat jusqu'à l'été prochain. Finalement, et je le regrette, c'est de mes amis de la Chambre d'agriculture et de leurs conseils gratuits et avisés que j'ai dû me séparer, après seulement quelques mois d'un ménage à trois infernal.

Heureusement, Bruno Saillet, mon prof à Rambouillet, m'a fait connaître l'existence des CETA (Centres d'études techniques agricoles, ou coopératives d'idées fondées par des paysans après la guerre). Mais je ne voudrais pas vous perdre, ô gentil lecteur, dans des termes techniques, des appellations professionnelles et autres dénominations barbares. Vous perdre comme à plusieurs reprises je me suis perdue.

Ce n'est pas le lieu de développer une analyse des comportements mafieux quasiment inéluctables que produit, à mon avis, la pratique de l'agriculture dite conventionnelle. Non plus qu'une analyse des forces politiques noyant le monde agricole en France, et tout particulièrement les Chambres d'agriculture, progressistes pour certaines, conservatrices pour d'autres. On ne vous dit rien mais on sent qu'il y a des camps, des rapports de force et des questions de pouvoir.

Un ami responsable du développement durable au Crédit Agricole me fit un jour la réflexion suivante : « S'il y a un film à réaliser, un documentaire d'intérêt général, ce serait moins autour du projet bio que de ta réappropriation de l'instrument de production, morceau par morceau, étape par étape. »

J'héritais d'une situation où la pratique agricole était, me semblait-il, complètement « taylorisée », la main gauche ne sachant pas ce que la main droite faisait. En tous cas, pour moi qui débarquais, cela demeurait assez hermétique et j'avais beau être la nouvelle patronne, personne ne se précipitait pour m'expliquer. D'ailleurs, je ne me sens pas encore tout à fait chez moi, et faire le ménage, à tous les étages, prend beaucoup plus de temps et de volonté que je ne l'aurais imaginé.

Donnons quelques aperçus de cette atmosphère invraisemblablement opaque.

Des élections se préparaient à la Chambre d'agriculture. Je reçus une grande enveloppe en papier kraft déjà ouverte dans laquelle je trouvai une liste, une seule, et que par conséquent je jetai au panier. Si le vote n'est pas un choix, je ne sais pas ce qu'il est supposé être. Et j'avais d'autres choses à faire qu'enquêter à ce sujet aussi.

Autre exemple : parce que la France n'est pas encore équipée pour cultiver des betteraves bio, je décidai dès le premier hiver de résilier mes quotas de production. Mes champs de betteraves étaient les plus sales, avec des rendements très inférieurs aux moyennes régionales, je n'allais pas me battre pour une culture que je ne comptais pas poursuivre. En même temps, je percevais que j'étais sur le point de commettre un acte que certains semblaient considérer sacrilège. Il avait fallu à des agriculteurs des générations pour obtenir ces tonnages dont les sucreries garantissaient l'achat et, d'un claquement de doigts, je décrétais que ça ne m'intéressait plus ! Les sucreries avaient racheté les quotas de certains producteurs en 2007 mais malheureusement pour moi – m'expliqua le patron de la sucrerie que j'avais invité à boire un verre au château – cette pratique n'avait plus cours. Aujourd'hui, j'ai du mal à croire qu'il n'aurait pas pu me proposer quelque chose : réattribuer, par exemple, ces quotas à des fermiers qui cultivaient d'autres terres chez nous et qui, j'en suis sûre, auraient été preneurs.

Encore un exemple de l'ambiance plutôt glauque : l'arrachage des betteraves ayant été particulièrement laborieux, les ornières dans certains champs évoquaient les tranchées de la Première Guerre mondiale. Mes conseillers de la Chambre d'agriculture préconisèrent pour le « blé de betteraves » (le blé qui va pousser après les betteraves) un semis direct, c'est-à-dire sans labour.

Juste avant Noël, mon entrepreneur agricole tint à me faire savoir qu'« on » avait foutu en l'air 150 hectares. Je lui demandai de m'expliquer. « Si j'avais refusé d'exécuter les préconisations de vos conseillers, vous m'auriez accusé de n'en faire encore une fois qu'à ma tête », et il me sourit avec tendresse. La vérité est qu'il avait exécuté ces recommandations de la manière la plus contreproductive possible, quand les conditions météo auraient dû le lui interdire, afin de me faire croire que mes conseillers étaient mauvais. « Les conseillers ne sont pas les payeurs... » me répétait-il, complice. Je me retrouvai seule avec lui, et c'était certainement ce qu'il voulait, lui qui n'avait guère de quoi se vanter, ni en termes de rendements et encore moins en termes de bénéfices.

Puis vint mon premier été, celui des premières récoltes. Sébastien et moi passions dix jours de vacances dans le Sud-Ouest, patrie de l'agroforesterie. J'avais prévu de visiter quelques-unes de ces fermes où des arbres ont été plantés en lignes dans les champs pour augmenter leur fertilité mais j'éprouvai soudain le sentiment très fort que notre place était dans « notre » ferme. Nous y fîmes donc une apparition surprise, et j'enrôlai quelques copains fauchés pour camper dans la cour afin de compter les camions qui entraient et sortaient. Mes nouveaux conseillers du CETA m'avaient encouragée à être physiquement présente le plus souvent possible et à tout vérifier. Depuis des années, c'était le conseiller technique de mon entrepreneur – qui était aussi le commercial qui lui vendait semences et produits de traitement – qui avait mis en place le transport des récoltes à la coopérative. Ni l'un ni l'autre ne crurent bon de nous faire savoir que les chauffeurs desdits camions étaient obligés de remplir des bons de livraison avant de repartir. On aurait pu contrôler de façon moins laborieuse !

Depuis mars 2013, je fais le tour de plaine chaque semaine avec Charles-Édouard Faure, ingénieur agronome du CETA. À la différence des Chambres d'agriculture, les CETA ne réunissent pas des fonctionnaires mais des agriculteurs, éventuellement propriétaires et relativement en pointe de l'innovation. J'ai signé avec le CETA Île-de-France afin qu'il m'accompagne techniquement pendant les cinq années à venir. Il s'illustre particulièrement dans la maîtrise des itinéraires techniques de l'agriculture de conservation, chemin qu'il faut parcourir pour arriver à l'agriculture biologique. Non-labour, plus de sols nus, jamais, semis directs et, mieux encore, semis sous couverts constituent le b.a.-ba de cette nouvelle

agriculture. C'est la nature qui fait croître la nature et le paysan cultive à nouveau la terre. Ce qui veut dire, pour commencer, qu'il ne la tue plus.

Cela fait un an que je suis aux manettes des deux SCEA et mon désir de transformer cette plaine n'a pas faibli, mais je mesure beaucoup plus précisément combien la route sera longue et peu facile.

Je commence à constituer des équipes. J'ai décidé de faire confiance à Konrad Schreiber et Alain Canet. Le premier, connu et reconnu du CETA, saura emmener mes agriculteurs-conseillers plus loin. De cette agriculture de conservation, il est l'un des porte-parole les plus écoutés. En suivant ces itinéraires techniques, dans cinq ans on devrait pouvoir faire deux récoltes par an grâce à l'introduction des légumineuses dans les rotations de céréales. Et envisager l'introduction d'élevage. Alain Canet est quant à lui à la tête des croisés qui veulent étendre l'agroforesterie en France. Il s'agit de planter des arbres en bandes dans les parcelles, en densité faible, afin d'accroître les rendements dans les champs en augmentant la matière organique des sols, afin aussi de produire du bois d'œuvre – une quarantaine d'arbres à l'hectare. Entre Courances et Fleury, 67 hectares pour ressusciter les sols en profondeur, combattre l'érosion ou les mauvais drainages et, ce n'est pas moins important, redessiner le paysage.

En la personne d'Alexandre Emerit, le Parc naturel du Gâtinais français s'est avéré un précieux allié, à la fois raisonnable et heureux d'aller de l'avant. Nous avons obtenu des subventions pour planter près de 2 000 arbres cet hiver. Il s'agira aussi de restaurer les vieilles haies, un peu trouées, et les plus récentes, plantées par les chasseurs, et que personnellement je n'aurais pas appelées « haies ». S'élevant à peine plus haut que des maïs, ce sont plutôt des lignes de buissons boulottés par les grands animaux (chevreuils et autres cervidés) mises en place dans le but de faire voler les oiseaux (perdreux ou faisans) dans telle ou telle direction et de leur procurer le gîte et le couvert. Dans quelques années, il n'y aura plus à réserver 10 % du territoire pour semer des « couverts de chasse », cultures exclusivement menées dans l'intérêt du petit gibier puisque, grâce à l'agriculture de conservation, toute la plaine sera un vaste et douillet « couvert de chasse ».

La majorité des cousins propriétaires est très attachée à perpétuer la chasse en tant que tradition familiale. Ils seront heureux de constater que les arbres en lignes accueillent dix fois plus de faune sauvage que les bandes de luzerne ou de radis chinois au

ras des pâquerettes. Tout devra avoir plusieurs fonctions. En cela j'appliquerai les principes de la permaculture¹.

Quel rapport, vous demanderez-vous peut-être, entre cette saga agriculturo-familiale et le thème de cette parution : le retrait ? Je reprendrai la citation de l'artiste écossais Ian Hamilton Finlay qui, à propos de son jardin si particulier de Little Sparta, écrivait : *Certain gardens are described as retreats when they are really attacks*, ce qu'on pourrait traduire par : *On décrit certains jardins comme des retraites alors qu'il s'agit d'offensives*. Pratiquer l'agriculture d'une manière nouvelle, changer les habitudes et les perceptions, est nécessairement un combat.

Dans ce monde agricole que je découvre, les facteurs du changement ne sont pas institutionnels, il s'agit d'individus ou d'organisations parallèles qui sont d'abord pragmatiques. Ils n'attendent pas que les lois changent pour agir autrement et ils ne comptent pas sur les subventions pour garantir à long terme la rentabilité de leur activité.

Je ne suis pas très à l'aise avec l'expression « exploitante agricole ». Certes, il s'agit aussi de gagner de l'argent, mais l'*exploitation* sous-entend un rapport de force peu intelligent qui pourrait épuiser l'outil de production.

Pour réussir, et pas seulement au sens économique ou financier, et pas seulement à court terme, je devine qu'on devra se libérer des idéologies, les productivistes comme les prétendument progressistes, pour inventer un système sur mesure, inspiré par la réalité des lieux, des sols, des vents, de l'eau. Et c'est cette liberté de tantôt se retirer chez soi pour éprouver, mesurer sur le terrain, tantôt partir à la chasse aux nouvelles idées, aux nouveaux usages, qui me séduit dans ce métier.

La famine dans les pays du Sud, la malbouffe dans les pays du Nord démontrent depuis un bail que l'agriculture ne remplit plus sa fonction première, qui est de nourrir et bien nourrir. L'aventure des *Jardins de Courances* – le parc, le potager et la plaine – est devenue une priorité dans ma vie et j'en suis la première étonnée. C'est que j'imagine – pardonnez ma prétention – que cette propriété de famille, grâce à sa dimension agricole, pourrait rencontrer son époque en répondant à certains besoins de la terre et des hommes.

1. Je recommande à qui s'intéresse à ce type d'organisation de suivre les stages que proposent Perrine et Charles Hervé-Gruyer à la ferme du Bec-Hellouin, en Normandie.